

**INTERVENTION** 7 OCTOBRE 2015

## **SUJET : SÉANCE PUBLIQUE**

« Merci, Monsieur le Président.

Je crois bien être le seul ici qui ait voté contre tous les budgets depuis le début de cette législature. La raison de mes votes négatifs a été claire, et toujours la même : les budgets ne comprennent pas toutes les dépenses publiques de la Principauté comme le stipule l'article 37 de la Constitution.

Mais venons-en au résumé des événements de la semaine.

1. Jeudi dernier. A l'assaut ! Le rapporteur BURINI fait un véritable réquisitoire contre la politique du Gouvernement, soutenu en cela par 15 Conseillers Nationaux, y compris le Président. Le Vice-Président STEINER en rajoute une couche dans la presse. Sur cette base certains semblaient bien décidés à voter contre ce Rectificatif, oubliant qu'ils avaient voté dans leur immense majorité en faveur du Primitif. Leur motivation n'était pas que le budget était mauvais, mais que le Gouvernement les avait privés d'informations essentielles à l'accomplissement de leurs devoirs.

2. Ce lundi. Déclaration liminaire du Ministre d'Etat qui, sobrement, ne fait que rappeler la Constitution et s'engager à mieux communiquer dans le futur. Immédiatement après, le Président sonne le clairon de la retraite, abandonnant en rase campagne ceux des siens qui avaient donné la charge. Pas de prisonniers ! La fin justifie les moyens.

3. Et ce soir, mercredi, nous assistons à une compétition de course à plat ventre dans l'hémicycle !

Franchement, je comprends et partage la frustration de certains de mes collègues. Mais j'ai beau chercher dans la Constitution, je n'ai rien trouvé qui puisse montrer que le Gouvernement n'a pas respecté sa lettre. En d'autres mots, le Gouvernement est-il « sorti des clous » ? Je ne le pense pas. Par contre, ce que je pense, c'est que les clous sont mal placés, le pénible Vaudeville auquel nous venons d'assister le prouve sans ambiguïté aucune. Et cette lamentable pièce de théâtre se répète année après année.

Ce que le groupe Union Monégasque propose pour changer ce triste constat est de rétablir l'amendement budgétaire, permettant ainsi au Conseil National de signifier son désaccord sur tel ou tel dossier avec détermination sans pour autant placer l'ensemble du budget en otage. Car les conséquences d'un vote négatif sur le budget ne sont pas anodines pour la paix institutionnelle et le climat des affaires, comme l'a justement souligné le Ministre d'Etat.



**UNION**MONÉGASQUE

Alors, faisons preuve d'un peu de maturité et mettons au placard les enfantillages auxquels nous assistons année après année. L'excitation verbale, les crises d'égo, les critiques purement de forme ainsi que les changements permanents de stratégie ne font rien pour faire respecter le Conseil National et avancer l'intérêt du Pays et des Monégasques. Bien au contraire.

Je pourrais voter contre ce budget sur la base de mon premier argument. Je ne le ferai pas cette fois ci, je m'abstiendrai.

Je vous remercie pour votre attention. »

Bernard Pasquier